



Global Environment Facility

GEF/C.28/CRP.1

June 7, 2006

GEF Council
June 6-9, 2006

STATEMENT OF AHMED DJOGLAF,
EXECUTIVE SECRETARY
CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY

(FRENCH)



Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique

INTERNATIONAL DAY FOR BIODIVERSITY
PROTECT BIODIVERSITY IN DRYLANDS

**22 May
2006**



ACHIEVING THE 2010 TARGET!

À comparer à la prestation

EXPOSÉ
DE
M. AHMED DJOGLAF
SECRÉTAIRE EXÉCUTIF
CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE
À LA
VINGT-HUITIÈME RÉUNION
DU
CONSEIL DU FONDS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Washington, DC, le 7 juin 2006



United Nations
Environment
Programme

Tel: +1 514 288 2220
Fax: +1 514 288 6588

Web: [http:// www.biodiv.org](http://www.biodiv.org)
Email: Secretariat@biodiv.org

413 Saint-Jacques Street, Suite 800
Montréal, Québec H2Y 1N9
Canada

Mesdames et messieurs,

J'ai l'honneur de m'adresser à cette réunion du Conseil en qualité de nouveau Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique. J'ai été au service de la grande famille du Fonds pour l'environnement mondial pendant 10 ans, en qualité de coordonnateur exécutif du PNUE, et je me fais un devoir de continuer à servir les objectifs du mécanisme financier des conventions de Rio pour les années à venir. J'ai profité de votre appui en qualité de chef de l'exploitation du Fonds pour l'environnement mondial dans l'une de vos trois agences d'exécution et j'espère que vous continuerez à m'offrir votre appui dans mon poste de chef d'une des trois conventions de Rio. Une nouvelle phase du Fonds pour l'environnement mondial débutera dans quelques jours. Elle relèvera les défis d'opérationnaliser le nouveau système d'allocation des maigres ressources financières. Ces défis sans précédent pour le Fonds pour l'environnement mondial sont lancés à une époque où les demandes et les attentes à l'égard du mécanisme financier du développement durable sont à la hausse et les conventions pour lesquelles le Fonds pour l'environnement mondial exploite le mécanisme financier débutent une nouvelle étape d'exploitation exigeant un appui financier soutenu. C'est le cas, notamment, pour la Convention sur la diversité biologique. En effet, la Convention entreprend une nouvelle étape excitante d'application accrue découlant des décisions adoptées aux dernières réunions de ses organes de gouvernance, qui font appel à un soutien et des efforts accrus de la part du mécanisme financier.

La troisième Réunion des Parties au Protocole de Cartagena et la huitième réunion de la Conférence des Parties, qui ont eu lieu à Curitiba, au Brésil, ont été des événements marquants dans l'histoire de la Convention et de son Protocole. La huitième Conférence des Parties a été le plus important rassemblement de l'histoire de la Convention. Plus de 4 000 délégués ont assisté à cette réunion, dont plus de 1 200 représentants d'organisations non gouvernementales et d'organismes de communautés locales et autochtones. Son débat de haut niveau a aussi été le plus important rassemblement de ministres de l'histoire de la Convention. Plus de 122 ministres et autres chefs de délégation ont assisté au tout premier dialogue interactif de ministres de l'histoire de la Convention et ont discuté de l'atténuation de la pauvreté, de la sécurité des aliments, de l'accès et du partage des avantages, et de la réalisation de l'objectif de 2010 pour la diversité biologique.

L'année internationale des déserts et de la désertification a été marquée par la signature d'un accord historique entre six institutions scientifiques d'envergure et jardins botaniques représentant une capacité d'appui aux décisions de Curitiba d'un demi milliard de dollars. La première réunion des chefs de ces institutions, à savoir le Musée national d'histoire naturelle Smithsonian, le Jardin botanique royal de Kew, le Musée national d'histoire naturelle de France, l'Agence fédérale allemande pour la conservation de la nature, la Commission nationale saoudienne pour la conservation et le développement des espèces sauvages et l'Institut royal des sciences naturelles de Belgique, aura lieu à Paris, le 11 septembre 2006. Un autre événement important a eu lieu au cours de la même réunion, notamment la constitution d'un groupe de travail des chefs d'agence pour la réalisation de l'objectif de 2010 pour la diversité biologique. Ce groupe de travail est formé du PNUD, du PNUE, de la CNUCED, de l'UICN, de l'IPGRI et des conventions connexes sur la diversité biologique. La première réunion du groupe de travail aura lieu à Gland, le 15 septembre 2006, à l'invitation de l'UICN. Un petit déjeuner ministériel réunissant plus de 300 chefs de direction d'entreprises a eu lieu pour la première fois de l'histoire de la Convention. La Conférence des Parties y a adopté sa toute première décision d'engager le secteur privé.

Quarante-neuf décisions ont été adoptées à Curitiba et la plupart d'entre-elles ont un lien direct avec les points à votre ordre du jour. Les trois objectifs de la Convention, à savoir la conservation et l'utilisation durable, l'accès et le partage des avantages, et le financement et le transfert technologique, qui sont les thèmes de l'article 1 de la Convention, ont examinés sur un pied d'égalité pour la première fois dans l'histoire de la Convention, et un plan précis a été établi. La huitième Conférence des Parties a accepté d'accroître l'application du programme de travail sur les aires protégées, plus particulièrement en ce qui concerne la mobilisation des ressources financières et dans le domaine de la conservation et de l'utilisation durable de la diversité biologique marine, y compris les aires ne relevant d'aucune juridiction nationale, et a établi une date butoir fixe, dont sera saisie la dixième Conférence des Parties, en 2010,

pour mener à terme l'élaboration et la négociation du régime interne d'accès et de partage des avantages auquel participeront à part entière les communautés locales et autochtones. Les gouvernements ont prévu d'amorcer le tout premier examen approfondi de la disponibilité des ressources financières, y compris par l'entremise du mécanisme financier, lors de la neuvième réunion de la Conférence des Parties, et ont formé un groupe spécial d'experts techniques sur le transfert technologique et la collaboration scientifique et technique afin de recueillir, d'analyser et d'identifier les outils, les mécanismes, les programmes et les projets existants, et de mettre au point des stratégies d'application.

Le tout premier programme de travail sur la diversité biologique des îles met de l'avant près de 50 actions prioritaires propres aux îles visant la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des îles, ce qui contribuera de façon importante à l'application de la Stratégie de Maurice. Avec cet ajout, la Conférence des Parties a mis fin à l'élaboration de programmes de travail pour tous les principaux biomes fondés sur l'approche par écosystèmes. Se fondant sur les résultats de l'Évaluation des écosystèmes en début de millénaire, les programmes de travail sur la diversité biologique agricole, la diversité biologique des terres sèches et sub-humides, la diversité biologique des forêts, la diversité biologique des eaux intérieures, la diversité biologique marine et côtière et la diversité biologique des montagnes ont été modifiés dans le but d'y intégrer les buts et les objectifs établis en vertu du plan stratégique de la Convention. Le premier projet intersectoriel sur la diversité biologique pour l'alimentation et la nutrition et le premier projet international pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique du sol ont été ajoutés au programme de travail sur la diversité biologique agricole.

Le travail propre aux espèces a surtout porté sur l'initiative taxonomique mondiale et avait pour but de promouvoir l'application accrue des activités prévues dans le programme de travail, comprenant, entre autres, les évaluations des besoins taxonomiques. Dans ses travaux sur les causes principales de l'appauvrissement de la diversité biologique, la Conférence des Parties a recensé plusieurs voies d'introduction des espèces indigènes envahissantes qui ne sont pas traitées de façon efficace au niveau international et pour lesquelles des mesures d'élimination de la menace ont été examinées. La décision sur le changement climatique mise fortement sur les mesures, plus particulièrement les activités pour promouvoir la conservation de la diversité biologique, atténuer ou s'adapter au changement climatique et lutter contre la dégradation des terres. En ce qui concerne la dimension économique de l'appauvrissement de la diversité biologique, les gouvernements ont mis en évidence l'importance d'utiliser des outils pour évaluer la diversité biologique et ont décidé d'entreprendre un processus préparatoire structuré, transparent et englobant en vue d'un examen approfondi des mesures d'encouragement. Ils ont aussi donné leur aval aux lignes directrices volontaires sur l'évaluation des incidences environnementales comprenant la diversité biologique.

Le cadre d'application du plan stratégique de la Convention a été amélioré à Curitiba. Les gouvernements ont décidé d'entreprendre le tout premier examen approfondi des capacités nationales et des cadres d'orientation nationaux pour l'application de la Convention à la prochaine réunion de la Conférence des Parties. Le plan stratégique du mécanisme de centre d'échange pour la période 2005-2010 a été mis à jour et un programme de travail pragmatique se terminant en 2010 a été adopté pour le mécanisme de centre d'échange, faisant ainsi du mécanisme de centre d'échange un outil efficace pour la promotion de la collaboration technique et scientifique entre les Parties. En plus du programme de travail de l'initiative mondiale des communications, de l'éducation et de la sensibilisation du public, la Conférence des Parties a adopté une liste des dix activités prioritaires et un plan d'application en guise de cadre cohérent pour l'application des activités prioritaires convenues. La Conférence des Parties a aussi recommandé que l'Assemblée générale déclare l'année 2010, l'année internationale de la diversité biologique.

Les gouvernements ont également décidé d'étendre la collaboration avec les instruments et les procédés internationaux pertinents à de nouveaux horizons, notamment les relations avec le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et la participation de toutes les parties prenantes,

dont le secteur privé, à l'application de la Convention et la réalisation de l'objectif de 2010. Les quatrièmes rapports nationaux seront conformes au cadre d'évaluation de l'application de la Convention et des progrès en vue de la réalisation de l'objectif de 2010, et contribueront ainsi de façon importante à l'examen final des résultats visés pour 2010 d'ici 2010. Les Parties devront remettre leur quatrième rapport national avant le 30 mars 2009 et la troisième édition du *Global Diversity Outlook*, fondée principalement sur les rapports nationaux, sera préparée aux fins de publication à la dixième réunion de la Conférence des Parties, en 2010.

Mesdames et messieurs,

En ce qui concerne le point 4.9 (évaluation) de l'ordre du jour provisoire, la Conférence des Parties a demandé au Secrétaire exécutif d'organiser une évaluation de l'efficacité du mécanisme financier à temps pour sa neuvième réunion et a aussi décidé d'effectuer un examen de l'efficacité du mécanisme financier tous les quatre ans. Parallèlement, la Conférence des Parties a demandé au Fonds pour l'environnement mondial de consulter le Secrétaire exécutif dans le cadre de son procédé d'examen pouvant avoir des conséquences sur le mécanisme financier de la Convention. J'attends avec impatience de pouvoir promouvoir les synergies avec les activités d'évaluation du Fonds pour l'environnement mondial et de réaliser des économies tout en obtenant les meilleurs résultats possibles.

En ce qui concerne le point 12 de l'ordre du jour, qui porte sur les relations, la Conférence des Parties a fourni une orientation sur dix sujets, identifié deux mesures pour améliorer l'efficacité de l'exploitation et a conseillé de réfléchir au processus même de l'orientation. Cet encadrement supplémentaire porte sur le soutien aux programmes de travail sur la diversité biologique des îles, le tout premier programme mondial consacré uniquement à l'unicité et à la fragilité de la diversité biologique des îles, le soutien pour la préparation des quatrièmes rapports nationaux, attendu le 1^{er} janvier 2007, au plus tard, de même que l'appui pour la prévention des risques biotechnologiques, l'évaluation des écosystèmes, les stratégies et plans d'action nationaux sur la diversité biologique, le transfert technologique et la collaboration, l'éducation et la sensibilisation du public, l'initiative taxonomique mondiale, les espèces indigènes envahissantes et les aires protégées. L'appel pour améliorer l'encadrement revient dans plusieurs décisions de la Conférence des Parties et dans plusieurs rapports d'évaluation et, avec votre appui, je propose de former un groupe de travail mixte réunissant le Fonds pour l'environnement mondial et les Parties intéressées afin de revoir la formulation et l'application de l'orientation destinée au mécanisme financier. Entre temps, je compte engager les ressources et l'expertise du Secrétariat de la Convention afin de travailler avec les agences et organismes d'exécution et d'aider les pays bénéficiaires à mettre sur pied des projets qui répondent aux priorités convenues par la Conférence des Parties.

La troisième réunion historique de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole sur la prévention des risques biotechnologiques sera longtemps reconnue comme la réunion ayant abouti à un consensus sur un enjeu de longue date et de longue durée, à savoir les exigences de la documentation qui accompagne les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés. Plusieurs autres décisions importantes de la réunion méritent notre attention, notamment les remerciements au groupe d'Afrique, la recommandation d'orientation la plus exhaustive pour le mécanisme financier à ce jour. Les cinq paragraphes du message de la huitième Conférence des Parties à cet égard portent sur : i) l'assurance du maintien du financement de la prévention des risques biotechnologiques en vertu du nouveau cadre d'allocation, ii) le soutien à l'établissement d'un niveau de référence pour la capacité, iii) le soutien aux études d'inventaire et iv) une liste des priorités de financement. J'espère que votre examen du point 14 de l'ordre du jour sur la stratégie pour le financement des activités de diversité biologique tiendra compte de l'orientation donnée par la huitième Conférence des Parties.

En ce qui concerne le point 16, sur la troisième assemblée du Fonds pour l'environnement mondial, les 172 Parties présentes à la huitième Conférence des Parties ont bien accueilli l'offre de l'Afrique du Sud d'accueillir l'assemblée du Fonds pour l'environnement mondial et invité l'assemblée à

inclure dans ses discussions politiques de haut niveau, les occasions et les défis du Fonds pour l'environnement mondial dans son rôle de mécanisme financier de la Convention.

Les discussions de Curitiba ont aussi porté sur le cadre d'allocation des ressources dont il est question à l'ordre du jour, et les résultats de ces délibérations figurent dans les décisions VIII/13 et VIII/18. La huitième réunion de la Conférence des Parties a demandé de plus amples informations sur l'application initiale du cadre d'allocation du financement et a décidé d'effectuer une étude approfondie de ses conséquences et de son efficacité, surtout en ce qui a trait à l'indice des avantages du Fonds pour l'environnement mondial pour la diversité biologique.

En ce qui concerne le point 23, sur la quatrième reconstitution, les Parties à la Convention et au Protocole ont demandé une quatrième reconstitution opportune et substantielle du fonds d'affectation spéciale du Fonds pour l'environnement mondial afin d'assurer l'existence de ressources adéquates et prévisibles pour l'avancement des différents programmes de travail de la Convention. Je souligne que la quatrième période de reconstitution du Fonds pour l'environnement mondial coïncide avec le temps qui reste pour la réalisation de l'objectif mondial de réduire de façon substantielle le taux d'appauvrissement de la diversité biologique d'ici 2010. Les 110 chefs d'État et de gouvernement réunis à l'occasion du Sommet mondial sur le développement durable à Johannesburg en 2002, qui ont convenu de l'objectif de 2010, ont insisté sur le fait que la réalisation d'une réduction substantielle du taux d'appauvrissement de la diversité biologique d'ici 2010 exigera l'allocation de nouvelles ressources financières et techniques et une augmentation des ressources pour les pays en développement. Les 154 chefs d'État et de gouvernement réunis au Sommet mondial de New York en septembre 2005 ont invité tous les États à appuyer l'exécution des engagements de Johannesburg. On n'insistera jamais trop sur l'importance de la réussite de la quatrième reconstitution du Fonds mondial pour l'environnement pour la réalisation de l'objectif de 2010 pour la diversité biologique.

En ce qui concerne le point 24 de l'ordre du jour, sur la stratégie du secteur privé, un tout premier dialogue sur les affaires et la diversité biologique s'est déroulé en marge des débats de haut niveau de la Conférence des Parties, comme je l'ai mentionné précédemment. Il a attiré plus de 300 participants, dont 50 ministres. Je remercie sincèrement Len Good pour son rôle actif de membre du groupe de discussion à cet événement important. La toute première décision de l'histoire de la Convention portant exclusivement sur l'engagement du secteur privé porte sur la participation du secteur privé aux procédés de la Convention, le renforcement et la dissémination du « dossier commercial » de la diversité biologique et la compilation et l'élaboration de pratiques exemplaires en matière de diversité biologique. Plusieurs éléments de cette décision vont dans le sens de la décision recommandée dont est saisi ce Conseil, et j'estime qu'il sera possible de promouvoir les synergies et des liens étroits de collaboration. Il me fera plaisir de travailler en étroite collaboration avec votre secrétariat, et les agences et organismes d'exécution à l'application de cette décision importante.

Mesdames et messieurs,

La diversité biologique a obtenu la plus grande couverture médiatique au monde grâce à la décision du président du Brésil de placer 6,4 millions d'hectares de la forêt tropicale humide de l'Amazonie sous une protection environnementale directe, au « Défi de la Micronésie » lancé par le président de Palau et le vice-président de la Micronésie, qui a pour objectif de placer 30 pour cent des aires marines et 20 pour cent des forêts de Micronésie sous protection environnementale, la création d'un réseau féminin des ministres et de l'environnement relevant du premier groupe de travail qu'ont joint 10 chefs d'agence pour la réalisation de l'objectif de 2010 pour la diversité biologique, le plus grand nombre d'événements parallèles et le plus grand rassemblement d'enfants. Cet appui médiatique d'importance a renouvelé les espoirs et accru la sensibilisation, les partenariats, la mise en commun d'expériences et les engagements concrets. Une nouvelle ère d'application accrue de la Convention a débuté à Curitiba.

La nouvelle étape d'application accrue de la Convention et de son Protocole exige un partenariat stratégique entre la Convention et ses partenaires. Elle fait aussi appel à une alliance stratégique entre la

Convention et son mécanisme financier. Par conséquent, je m'engage pleinement en qualité de Secrétaire exécutif à déployer tous les efforts possibles pour améliorer la collaboration avec les membres du Conseil, votre Secrétariat, les trois agences d'exécution et les sept organismes d'exécution. Je profite de l'occasion pour rendre hommage à Len Good pour sa contribution au Fonds pour l'environnement mondial et je lui souhaite tout le succès possible dans ses futurs projets. Au nom de mes collègues et en mon nom personnel, je souhaite la bienvenue à votre nouvelle présidente et directrice générale, Madame Monique Barbut. Ce sera un plaisir de travailler avec elle au cours des prochaines années à l'avancement des objectifs du Fonds pour l'environnement mondial en qualité de mécanisme financier de la Convention pour la vie sur Terre.

Je vous remercie de votre attention.